

3) STEPHENS E.H. Capitalist Development and Democracy in South America. *Politics and Society*, vol. 17, n° 3, 1989, p. 281-352.

Année Africaine 1989

Boedoux, CEAN 1990

AFRIQUE DU SUD: LA PREPARATION DES DISCUSSIONS

Après une phase de stagnation en 1987-1988, l'Afrique du Sud a connu en 1989 une année riche en événements qui ont fait naître de nouveaux espoirs de règlement négocié. L'accident cérébral du président P.W. Botha - 18 janvier 1989 - a donné au parti au pouvoir, le *National Party* (NP) l'occasion d'écarter de la scène publique son leader de plus en plus isolé. Le Président de l'ANC Oliver Tambo a également été victime d'un accident cardiaque qui l'a immobilisé dans un hôpital suédois, mais compte tenu de la tradition de direction multiple à l'ANC, les conséquences politiques ont été moindres.

Les élections législatives de septembre ont donné au *National Party* le plus mauvais résultat depuis son accession au pouvoir en 1948 mais F.W. De Klerk, son nouveau leader, s'est arrangé pour transformer cette défaite en un large soutien parlementaire au programme de réformes et de négociations qu'il envisage.

Trois partis ont publié des programmes qui illustrent les voies très différentes qui peuvent conduire à la société de l'après-apartheid. Le *National Party* a présenté son Plan d'Action pour les cinq prochaines années. Le Parti communiste sud-africain (SACP) toujours interdit, a adopté, lors de son 7e congrès à la Havane, un programme intitulé "Le chemin vers le pouvoir". Alors encore illégal, l'*African National Congress* (ANC) s'est efforcé d'intégrer l'idée que la prise du pouvoir était un scénario moins probable qu'une négociation avec les nationalistes. Après avoir consulté ses alliés internes, l'ANC a rappelé ses conditions préalables à des discussions et a entrepris de rallier à son programme les

Etats de la ligne de Front, puis l'Organisation de l'unité africaine.

Tous ces acteurs se trouvaient obligés d'agir dans un contexte international en rapide mutation. Il semble que la compétition entre super-puissances en Afrique cède la place à un désir partagé - par Moscou et Washington - de s'extirper de ces conflits régionaux, une fois ceux-ci réglés, de préférence sous leurs communs auspices. Mais à la différence des annuaires, la politique ne tend guère à se préoccuper des contraintes de calendrier.

Cette étude, consacrée aux changements intervenus dans la politique parlementaire "blanche" et la politique extra-parlementaire "noire" doit faire le point sur la situation en 1989, alors que la véritable rupture s'amorce seulement avec la légalisation de l'ANC et d'autres mouvements politiques ainsi qu'avec la libération de Nelson Mandela en février 1990.

La politique blanche

Sous la présidence de P.W. Botha, le NP s'est trouvé de plus en plus marginalisé sur la scène politique, le pouvoir passant des comités et des congrès aux bureaucrates de l'Etat et à l'appareil chargé de la sécurité. Ayant été ministre de la défense pendant douze ans avant d'être Premier ministre (1978) puis président, Botha avait eu tout le loisir de cultiver des liens avec les militaires. Depuis le milieu des années 80, les forces de sécurité dirigeaient pratiquement une structure de pouvoir parallèle, libre de toute forme de contrôle parlementaire. Le pouvoir de Botha reposait sur trois piliers : le cabinet du chef de l'Etat, bénéficiant d'une impressionnante concentration des pouvoirs depuis que la Constitution de 1983 avait réuni en un exécutif présidentiel fort les fonctions de Président et de Premier ministre; la bureaucratie de la Sécurité, connue sous le nom de "sécurocrates", et la bureaucratie technique et financière. L'irascible Président, qui n'avait jamais eu un caractère très facile, mais qui se comportait de plus en plus autoritairement au fil des ans, se heurtait à un nombre important de députés NP et à certains ministres qui se sentaient exclus des véritables lieux de pouvoir.

P.W. Botha ne répondit pas aux attentes de certains milieux qui voyaient en lui le De Gaulle de l'Afrique du Sud: un leader fort à même de faire avaler à ses fidèles une amère et inéluctable pilule. Il s'avéra

incapable de mettre en oeuvre un projet imaginé au début des années 80 dans des structures politiques nouvelles, une partie de la population africaine. Les futures négociations sur le plan des nouveaux alliés pour qu'ils s'en fassent l'impétueux Président Botha révélaient un secrétaire d'Etat métis, pour une "réservée" au mépris des règles. Il contribua pas vraiment à convaincre les métis qui avaient accepté de rester dans le système de l'intégrité. Pik Botha fut aussi réprimé par l'éventualité d'un Président noir. Ainsi, lorsque P.W. Botha déclara une congestion cérébrale dont il fut victime, la rébellion.

L'esprit de révolte ne suivit pas la procédure de la succession au parti par les députés du National Party Transvaal et ministre de l'Éducation avec 69 voix - sur le candidat des Finances Barend du Plessis - De Klerk fut interprété comme un retour à la politique blanche. Cette interprétation est fautive - qui préconise le retour à la droite. L'un des députés de ce parti déclara : *conscience de ce que son attitude est conservatrice* et il essaie maintenant de faire passer le parti à la gauche (1).

De Klerk était considéré comme un prédecesseur sans être perçu par ses conférences de presse et ses conceptions politiques, élargies parce qu'il conduisait à la loi de l'Afrique du Sud. Il promit la plénitude de droits égaux pour tous.

de l'unité africaine.
d'agir dans un contexte
de compétition entre super-
puissances - par Moscou et
les États-Unis, une fois ceux-ci
vaincus. Mais à la différence
de l'Occident, il ne s'agit pas de
réoccuper des contraintes

intervenues dans la politique
internationale "noire" doit
être que la véritable rupture
entre l'apartheid et d'autres mouvements
de libération en février 1990.

est trouvé de plus en plus
dans le sillage des comités et des
comités chargés de la sécurité.
Cela est avant d'être Premier
ministre et le loisir de cultiver des
relations avec les forces de
l'apartheid de pouvoir parallèle,
ce qui est. Le pouvoir de Botha
dans l'Etat, bénéficiant d'une
sécurité que la Constitution de
l'apartheid des fonctions de Président
et Premier ministre, connue sous le nom
de "apartheid" et financière. L'irascible
de l'apartheid très facile, mais qui se
heurte, au cours des ans, se heurtait à une
résistance de ministres qui se sentaient

de certains milieux qui
ont besoin d'un leader fort à même
de donner une véritable pilule. Il s'avéra

incapable de mettre en oeuvre son propre programme de réformes,
imaginé au début des années 80, visant à coopter des Indiens et des Métis
dans des structures politiques néo-apartheid, tout en travaillant certaines
parties de la population africaine susceptibles d'être les partenaires de
futurs négociations sur le partage du pouvoir. Au lieu de cultiver ses
nouveaux alliés pour qu'ils s'engagent pleinement dans ce nouveau projet,
l'impétueux Président Botha réprimanda publiquement Allan Hendrickse,
secrétaire d'Etat métis, pour s'être baigné en 1987 sur une plage
"réservée" au mépris des règles de l'apartheid. Cette humiliation ne
contribua pas vraiment à conforter la crédibilité des hommes politiques
métis qui avaient accepté de participer au parlement tri-caméral afin de
"changer le système de l'intérieur". Le ministre des affaires étrangères
Pik Botha fut aussi réprimandé pour avoir laissé entendre que
l'éventualité d'un Président noir pourrait être envisagée pour l'avenir.
Ainsi, lorsque P.W. Botha démissionna de la direction du NP après la
congestion cérébrale dont il fut victime en janvier, le parti était mûr pour
la rébellion.

L'esprit de révolte ne soufflait pas vraiment lorsque s'amorça la
procédure de la succession avec la désignation d'un nouveau leader du
parti par les députés du National Party. F.W. De Klerk, leader du NP au
Transvaal et ministre de l'Education ne remporta qu'une victoire étroite -
avec 69 voix - sur le candidat de l'aile réformiste, le ministre des
Finances Barend du Plessis - 61 voix. A l'époque, le choix en faveur de
De Klerk fut interprété comme visant à ne pas aliéner davantage la droite
blanche. Cette interprétation fut aussi celle du Parti conservateur - de
droite - qui préconise le retour à l'apartheid classique style Verwoerd.
L'un des députés de ce parti déclara alors que "*le National Party a pris
conscience de ce que son attitude libérale lui a fait perdre de nombreuses
voix et il essaie maintenant de convaincre les électeurs qu'il a un leader
conservateur*" (1).

De Klerk était considéré comme ayant un style moins autoritaire que
son prédécesseur sans être pour autant plus éclairé quant à ses idées. Dans
ses conférences de presse et interviews, il donna quelques indications sur
ses conceptions politiques, écartant tout système "un homme - une voix"
parce qu'il conduisait à la loi de la majorité et donc à la catastrophe pour
l'Afrique du Sud. Il promit une nouvelle réglementation assurant une
plénitude de droits égaux pour tous, tout en conservant les conceptions

familiales au sein du NP d'un régime juridique propre à chaque communauté fermée. Il estimait que la domination par une majorité était tout aussi inacceptable que la domination par une minorité et préconisait "un système qui élimine la domination", système au demeurant très flou. "Tous les compliments adressés rituellement à une société soi-disant non-raciale sont des absurdités totales. Il n'y a rien qui puisse ressembler à une société non-raciale dans un pays multiracial" (2). Et, tout comme Botha, il écartait toute négociation avec l'ANC, suivant l'argument classique que le gouvernement ne peut pas s'asseoir et négocier avec des "fauteurs de violence".

Face à une telle reproduction des propos "réformistes" de P.W. Botha, il n'est pas étonnant que le président de l'ANC, Oliver Tambo, ait pu traiter ce changement de leadership de "simple routine".

La rupture entre Botha et le Parti fut consommée lorsque Botha fit la sourde oreille à la demande d'élections anticipées exprimée par le Parti afin de permettre à De Klerk de lui succéder aussi à la présidence de l'Etat. Il proposa au contraire de dissocier la fonction de chef de l'Etat et celle de leader du NP. Ce que refusa le parti. La "bataille des aigles déplumés", pour reprendre les termes imagés employés pour désigner ce combat des chefs à la une des journaux, atteint son paroxysme lorsque Botha éleva des objections au projet de De Klerk visant à rencontrer le président zambien K. Kaunda. De Klerk ne céda pas pour autant et au mois d'août, P.W. Botha, amer et ému, annonça à la télévision sa démission des fonctions de président de la République. De Klerk se révéla être un gestionnaire avisé de la crise, limitant les dégâts que le Parti aurait dû enregistrer aux élections générales intervenant dans les semaines suivantes.

Mais une fois encore, hormis la courtoisie et l'apparente aptitude pour les relations publiques de F. De Klerk, rien ne préparait l'opinion publique à des événements dramatiques. Après tout, depuis qu'en 1974 John Vorster avait demandé au monde six mois de répit pour effectuer des changements radicaux, des "réformes significatives" avaient été promises à plusieurs reprises. Un hebdomadaire sud-africain pouvait écrire que De Klerk apparaissait comme "un calviniste sympathique, intelligent, pieux et profondément conservateur" (3).

Des réalignements électoraux

Durant la campagne électorale, préoccupé de limiter ses pertes, le Parti communiste sud africain se préoccupa sur le problème du "comment faire campagne sur le problème du développement d'une direction ferme face à l'avenir ?" "Préparent-ils votre avenir ?" "Représentent-ils deux délégués de l'Allemagne fédérale à une conférence du service la propagande de l'ANC ?" "Le Parti communiste sud africain fondateur du soi-disant Mouvement pour la liberté poursuivait avec des mises en scène de Lénine, maître stratège contre les marxistes; il avait à leur tête Zach De Beer, chef de leur groupe. Ils avaient seulement quelques milliers de membres de De Klerk avec l'ANC. La nouvelle, née de la fusion du Parti communiste et du Parti des travailleurs qui avaient récemment dissidents, il représentait essentiellement l'élite d'affaire et la classe moyenne de la chambre "blanche" du Parlement. Un aspect intéressant de certains intérêts afrikanaers était la lutte de Luyt.

Par rapport aux dernières élections, le Parti communiste subit des pertes sensibles (30 % des sièges gagnait 17 sièges et le Parti communiste obtenait son plus mauvais résultat, n'obtenant que 32 % des voix et l'ANC obtenait 68 % des voix). Aux élections municipales d'octobre 1985, le Parti communiste considérablement du terrain, perdant 50 % du terrain, ayant selon toute hypothèse 25 % des sièges.

Par ailleurs, la répartition ethnique des sièges était curieuse: le soutien

Des réalignements électoraux

Durant la campagne électorale, le NP parut essentiellement préoccupé de limiter ses pertes au profit de l'extrême droite, fondant sa campagne sur le problème du respect de la loi et de l'ordre et la nécessité d'une direction ferme face aux attaques communistes. "Ces hommes préparent-ils votre avenir?" disait la légende d'une publicité électorale représentant deux délégués du Parti démocratique libéral participant en Allemagne fédérale à une conférence avec Johnny Makhathini "ancien chef du service la propagande de l'ANC" et Joe Slovo, "secrétaire général du Parti communiste sud africain, inspirateur du terrorisme ANC et fondateur du soi-disant Mouvement Démocratique des Masses". Le texte poursuivait avec des mises en garde contre les extravagances libérales: *Lénine, maître stratège communiste, méprisait les libéraux naïfs qui traînaient les marxistes; il les traitait d'"utiles idiots"* (4). En réalité, avec à leur tête Zach De Beer, directeur de l'*Anglo American Corporation*, chef de leur groupe parlementaire, nos libéraux pas-si-naïfs avaient seulement quelques mois d'avance sur le calendrier des rencontres de De Klerk avec l'ANC. Le *Democratic Party* (DP) était une formation nouvelle, née de la fusion du vieux *Progressive Federal Party* avec deux fractions qui avaient récemment rompu avec le NP. Outre les Afrikaners dissidents, il représentait essentiellement les intérêts des grands milieux d'affaire et la classe moyenne anglophone. C'était le seul parti qui, au sein de la chambre "blanche" du Parlement, défendait le suffrage universel adulte. Un aspect intéressant du DP est le soutien qu'il rencontrait auprès de certains intérêts afrikaners, notamment le magnat des affaires Louis Luyt.

Par rapport aux dernières élections générales de mai 1987, le NP subit des pertes sensibles (30 sièges), alors que le Parti conservateur (CP) gagnait 17 sièges et le Parti démocratique 13. Avec 48 % de voix, le NP obtenait son plus mauvais résultat depuis 1948, le Parti conservateur obtenant 32 % des voix et le Parti démocratique 20 %. Par rapport aux élections municipales d'octobre 1988, le Parti démocratique gagnait considérablement du terrain tandis que le Parti conservateur reculait, ayant selon toute hypothèse atteint son plafond électoral.

Par ailleurs, la répartition des voix fait apparaître des glissements ethniques curieux: le soutien des anglophones au NP, qui dépassait 40 %

en 1987, se rapproche maintenant de 28 %. Mais le PN réussit à récupérer à sa droite aux dépens du CP une part de ce qu'il avait perdu sur sa gauche au profit du DP (5). Ceci montre que le NP est encore largement un parti afrikaner, mais qu'il n'est certainement plus le représentant d'une "Afrikanerdom" monolithique. Depuis que le CP avait rompu avec le NP en raison de son opposition au partage très limité du pouvoir prévu par la Constitution de 1983, les conservateurs se présentaient comme les véritables gardiens de l'héritage du "Volk". Au sein de la politique "blanche", le CP constitue maintenant le véritable parti d'opposition. L'arithmétique politique utilisée par De Klerk pour transformer les pertes électorales en victoire décisive introduisit une rupture significative avec le passé: il additionna les suffrages du NP et les votes en faveur du DP, concluant que 70 % de l'électorat blanc lui avait accordé un mandat pour mener une politique de "changement". Ainsi la césure au sein de l'électorat "blanc" ne suit plus la vieille division Anglais-Afrikaner, mais traverse la population afrikaner. Cette césure nouvelle reflète le changement de nature de l'*Afrikanerdom*: la plupart des Boers sont devenus des bureaucrates, partageant le style de vie et les revenus des Sud-Africains blancs anglophones. Le NP trouve la base de son pouvoir au sein de la classe moyenne urbaine et de la bourgeoisie bureaucratique alors que le Parti conservateur réunit les votes des fermiers mécontents craignant d'être évincés du fait du développement de l'*agro-business*, et des travailleurs manuels sur le point de perdre beaucoup du fait de la concurrence noire sur le marché du travail.

L'organisation communautaire des droits

Les conceptions politiques du NP exprimées dans son plan quinquennal sont encore fondées sur les "droits communautaires", une formule qui donnerait à la communauté blanche un véritable pouvoir de veto pour empêcher tout changement affectant sa "communauté". Les foyers nationaux (*Homelands*) y sont encore présentés comme des pierres essentielles du futur édifice constitutionnel. Un élément nouveau apparaît dans la volonté de combiner une Déclaration des Droits, garantissant des droits privés individuels tout en protégeant les "droits communautaires". Ce plan ambigu provoqua bien des débats confus à propos de la définition des "communautés". Les porte-parole du NP expliquèrent que le

programme du parti écartait d'une définition culturelle. La communauté au profit de celle affectés à quelque groupe que les catégories raciales définies africains), une sorte de zone qui désireraient être enregistrés tout ceci rien qui soit susceptible africaine affranchie, même si, le concept de "communauté" passé, ainsi que l'ont souligné

Le concept de "droits ethniques, mais il est devenu le privilège des blancs. Le NP nationale et/ou raciale à un Etat indivis, avec une cité. C'est en effet la conséquence des années 70, avec l'a permanents de la République exerçant leurs droits politiques que reconnaissant qu'une économie main-d'oeuvre urbaine qualifiée tirer la conclusion logique: le pas complété par celui d'intégration prévu que l'intégration des M du Parlement destinées à assurer obtenir un soutien populaire demeura limitée aux structures townships (banlieues noires discréditées. La crise de particulièrement lors de la ré

La plateforme électorale d'ouverture de négociations considèrent que la règle "unitaire et non-raciale" constitution ultérieures de cert souplesse, le ministre du D

Mais le PN réussit à ce qu'il avait perdu : que le NP est encore certainement plus le. Depuis que le CP avait un partage très limité du les conservateurs se héritage du "Volk". Au ntenant le véritable parti e par De Klerk pour écisive introduisait une s suffrages du NP et les électorat blanc lui avait "changement". Ainsi la vieille division Anglais-. Cette césure nouvelle m: la plupart des Boers de vie et les revenus des la base de son pouvoir urgeoisie bureaucratique, les fermiers mécontents it de l'agro-business, et beaucoup du fait de la

rimées dans son plan , communautaires", une un véritable pouvoir de sa "communauté". Les entés comme des pierres élément nouveau apparaît Droits, garantissant des droits communautaires". à propos de la définition P expliquèrent que le

programme du parti écartait désormais une définition raciale au profit d'une définition culturelle. Les individus seraient libres de changer de communauté au profit de celle qui les accepterait, et de refuser d'être affectés à quelque groupe que ce soit. Pour ceux qui n'accepteraient pas les catégories raciales définies par les nationalistes (blancs, métis, indiens, africains), une sorte de zone en demi-teinte serait créée pour les électeurs qui désireraient être enregistrés comme "Sud-Africains" (6). Il n'y a dans tout ceci rien qui soit susceptible de frapper l'imagination d'une majorité africaine affranchie, même si, suivant le mode de pensée des nationalistes, le concept de "communauté volontaire" constitue bien une rupture avec le passé, ainsi que l'ont souligné Adam et Moodley (7).

Le concept de "droits communautaires" n'est plus légitimé en termes ethniques, mais il est devenu un mécanisme technocratique visant à assurer le privilège des blancs. Le NP, étant "passé d'une attitude exclusivement nationale et/ou raciale à un patriotisme englobant" (8), admet désormais un Etat indivis, avec une citoyenneté commune pour tous les habitants. C'est en effet la conséquence logique du tournant décisif intervenu dès la fin des années 70, avec l'acceptation des Africains comme citoyens permanents de la République et non comme migrants temporaires exerçant leurs droits politiques dans leurs *homelands*. Mais le Parti, bien que reconnaissant qu'une économie industrialisée moderne requérait une main-d'oeuvre urbaine qualifiée stable et permanente, ne parvint pas à en tirer la conclusion logique: le processus d'intégration économique n'était pas complété par celui d'intégration politique. La Constitution de 1983 n'a prévu que l'intégration des Métis et des Indiens, mais les deux chambres du Parlement destinées à assurer leur représentation n'ont jamais réussi à obtenir un soutien populaire. La représentation politique des Africains demeura limitée aux structures discréditées des *homelands* et, dans les *townships* (banlieues noires), aux Autorités locales noires tout aussi discréditées. La crise de légitimité de l'Etat sud-africain se révéla particulièrement lors de la révolte ouverte qui débuta en 1984.

La plateforme électorale du NP ne contient guère la promesse d'ouverture de négociations sérieuses car l'ANC - et bien d'autres - considèrent que la règle "un homme - une voix" dans une Afrique du Sud unitaire et non-raciale constitue la base de toute négociation. Les prises de position ultérieures de certains ministres suggérèrent une plus grande souplesse, le ministre du Développement constitutionnel, Gerrit Viljoen

affirmant que le calendrier des négociations était à peu près ouvert. La protection des droits communautaires n'était pas un préalable, le gouvernement demandant seulement que ce concept soit mis sur la table, les autres partis pouvant apporter d'autres thèmes de discussion (9).

La nomination de Viljoen, longtemps président du *Broederbond* à cette fonction clé d'ordonnateur des stratégies de négociation, suscita des spéculations sur le fait que l'alignement des "sécurocrates" ne débouchait pas nécessairement sur une plus grande ouverture et un plus grand sérieux du processus politique: le *Broederbond* est une société secrète afrikaner créée à l'origine pour promouvoir les droits linguistiques des Afrikaners et s'opposer à la domination des Sud-Africains anglophones dans l'administration, le commerce et l'industrie. Son rôle principal est de développer et conforter un réseau d'Afrikaners aux positions stratégiques dans l'éducation, les églises, les médias et autres institutions sociales, culturelles et politiques. Son pouvoir s'est affaibli à la fin des années 70 à la suite d'une série de scandales. Mais F.W. De Klerk, à la recherche d'une nouvelle base, semble s'être tourné à nouveau vers le *Broederbond* dont il est un membre important. De nombreux observateurs du *Broederbond* affirment que depuis la montée au pouvoir de De Klerk, les *Broeders* sont redevenus de plus en plus influents dans le corps politique décisionnel (10).

Le Système National de Gestion de la Sécurité (NSMS), réseau de plus de 400 comités couvrant tout le pays, dirigé par l'armée et la police et constituant virtuellement un pouvoir parallèle a été formellement aboli en novembre. Le Conseil de Sécurité nationale lui-même, sommet de la pyramide des "sécurocrates", n'a pas été supprimé mais le contrôle des questions de sécurité a été transféré à un nouveau comité ministériel. Il reste à voir si De Klerk réussira à établir son contrôle politique sur le fief des sécurocrates. En particulier, la police est connue pour compter dans ses rangs plus de sympathisants du CP et de l'*Afrikaners Weerstandsbeweging* (AWB) néo-fasciste que de fidèles du NP. Les révélations sur l'existence d'escadrons de la mort dirigés par des policiers, publiées d'abord dans l'hebdomadaire afrikaner dissident *Vrye Weekblad* suggèrent qu'il pourrait y avoir dans les placards quelques cadavres susceptibles d'être embarrassants pour le ministre de la Défense Magnus Malan ou pour De Klerk lui-même.

Libéralisation

Le geste le plus spectaculaire de huit prisonniers politiques anciens secrétaires généraux de l'Al (Ahmed Kathadra, Wilton Mkandawire, Andrew Mlangeni) avaient été en 1964, en même temps que 88 ans, était emprisonné depuis importante du *Panafrikanist Co* à vie. P.W. Botha avait déjà celle de Nelson Mandela en relâchant les leaders de l'ANC l'abandon de dire de la lutte armée. On denoncement sa volonté de "confermer" était apparemment disposé à de la thé à la résidence de Bo contribuer à la création d'un c Afrique du Sud et que la seule le Mass Democratic Moveme Le thé à Tuynhuys et cet considérable dans les cercles d

La libération de Sisulu et en octobre, à la veille du Som Thatcher des arguments puiss sanctions financières. Le rée dette extérieure sud-africair supplémentaire qui ne pouv infinie, étant donné l'urgence de vie, le chômage croissant, des sanctions et du désinvestis

D'autres signes de libé manifestations de masse et de presse, la libération de pers. Ainsi entre le début et la considérablement: de plus dizaine.

Libéralisation

Le geste le plus spectaculaire entre tous fut la libération en octobre de huit prisonniers politiques importants, notamment Walter Sisulu, ancien secrétaire général de l'ANC. Six de ces prisonniers libérés (Sisulu, Ahmed Kathadra, Wilton Mkwayi, Raymond Mhlaba, Elias Motsoaledi, Andrew Mlangeni) avaient été condamnés à vie lors du procès de Rivonia en 1964, en même temps que Nelson Mandela. Oscar Mpetha, âgé de 88 ans, était emprisonné depuis 1985 alors que Japhta Masemola, figure importante du *Panafrikanist Congress* (PAC), avait été lui aussi condamné à vie. P.W. Botha avait déjà ouvert la voie à leur libération et donc à celle de Nelson Mandela en renonçant à réclamer comme auparavant des leaders de l'ANC l'abandon de la violence comme arme politique, c'est à dire de la lutte armée. On demandait désormais à Mandela qu'il affirme simplement sa volonté de "contribuer à un règlement pacifique". Mandela était apparemment disposé à donner suite. Après avoir été invité à prendre le thé à la résidence de Botha en juillet, il déclara qu'il souhaitait contribuer à la création d'un climat susceptible de promouvoir la paix en Afrique du Sud et que la seule voie vers elle passait par un dialogue avec le Mass Democratic Movement (MDM) et tout particulièrement l'ANC. Le thé à Tuynhuys et cette déclaration causèrent une confusion considérable dans les cercles de l'ANC.

La libération de Sisulu et de ses collègues avait été bien programmée en octobre, à la veille du Sommet du Commonwealth, donnant à Margaret Thatcher des arguments puissants pour s'opposer à une intensification des sanctions financières. Le rééchelonnement d'une part substantielle de la dette extérieure sud-africaine donna aussi au gouvernement un répit supplémentaire qui ne pouvait pas être gaspillé par une temporisation infinie, étant donné l'urgence imposée par la dégradation des conditions de vie, le chômage croissant, le taux élevé d'inflation et les effets cumulés des sanctions et du désinvestissement.

D'autres signes de libéralisation apparurent, tels l'autorisation de manifestations de masse et de défilés, l'assouplissement du contrôle sur la presse, la libération de personnes détenues en vertu de l'état d'urgence. Ainsi entre le début et la fin de l'année 1989 leur nombre décru considérablement: de plus d'un millier, ils passèrent à moins d'une dizaine.

A ce moment même émergeait l'image ambivalente d'un gouvernement qui, bien qu'ayant commencé à bouger émettait de nombreux signaux contradictoires et était confronté à de sérieuses difficultés. Toutefois il parvenait à un minimum de crédibilité auprès de ses opposants. L'impression générale fut résumée dans le bilan 1989 du *Weekly Mail*:

"A la fin de l'année, il est clair que les actions de De Klerk n'ont pas vraiment répondu à ses promesses (...). Il a commencé à ressembler à ses prédécesseurs, promettant beaucoup, livrant peu, juste assez pour effrayer l'extrême-droite, mais pas assez pour calmer la gauche. Jusqu'à présent, la différence est plus dans le style que dans la substance" (11).

La politique noire

Dans une certaine mesure, les développements au sein de l'ANC et de ses alliés reflétaient les événements qui affectaient le gouvernement. Des deux côtés, politiques et diplomates affirmaient leur suprématie sur les militaires. Des deux côtés, on essayait de prendre l'initiative stratégique sur l'opposant, en proclamant périodiquement que la balle était dans l'autre camp. A partir du moment où les négociations se profilaient enfin dans un horizon assez proche, chaque camp devait serrer les rangs. Tous deux, cherchant un soutien international, se trouvaient aux prises avec un monde où bien des certitudes idéologiques et politiques s'évanouissaient presque en une nuit.

En Afrique du Sud, 1989 fut marqué par la renaissance du mouvement de résistance, tandis qu'à Lusaka, l'ANC lançait un vaste processus de consultations en vue de coordonner la politique des exilés avec les structures alliées de l'intérieur.

L'année commença par une série de grèves de la faim de la part de détenus non jugés, qui aboutit en avril à des libérations en masse. Les centaines d'anciens détenus ne connurent cependant qu'une liberté limitée, car accompagnée de mesures restrictives que beaucoup, "s'auto-amnistiant", ignorèrent. Les grèves de la faim marquèrent le début de toute une série de campagnes de contestation, à l'image de la "campagne de contestation contre les lois injustes" animée par l'ANC en 1952-1953. Des milliers de personnes furent mobilisées pour l'invasion pacifique de

lieux publics où était pratiqué l'apartheid sur les plages était

hospitaux. Cette campagne amena le *Separate Amenities Act* - prévus devaient être éliminés; certains des malades noirs; le *Group Areas Act* - fut modifiée. Mais la portait à la renaissance au grand jour d'une stricte répression durant laquelle avaient été sérieusement ébranlés. Il sera plus facile de mobiliser une masse que de l'organiser pour

Un certain nombre d'organisations civiques des banlieues noires. Cette orientation était inspirée par une alliance souple dont l'*United Democratic Front* (UDF) - les syndicats sud-africains (COSATU) - l'Afrique du Sud - et l'ANC faisaient partie. Cette alliance très large avait été créée lorsqu'en février 1985 l'UDF et le COSATU rencontrèrent l'ANC. L'UDF avait été constituée en 1983, une constitution qui écartait du pouvoir. Cette campagne contre cette constitution fut transformée en un vaste mouvement dans un nombre de domaines. Dans les années 1980, plus en plus ouvertement contestée. En 1988, sa propre interpellation fut une campagne de contestation à l'encontre de mesures restrictives qui s'étaient imposées. Ces mesures s'auto-amnistiaient" avant que les restrictions en février 1990.

Même si l'ANC était très faible, ses camarades furent libérés et les accueillir étaient ouverte

lieux publics où était pratiquée la ségrégation, allant des plages aux hôpitaux.

Cette campagne amena De Klerk à lâcher du lest. En octobre, l'apartheid sur les plages était aboli; dans les mois suivants, les restes du *Separate Amenities Act* - prévoyant la ségrégation dans les lieux publics - devaient être éliminés; certains hôpitaux blancs commencèrent à soigner des malades noirs; le *Group Areas Act* - prévoyant la ségrégation des lieux d'habitation - fut modifié, certains districts devenant zones de "libre installation". Mais la portée principale de cette campagne fut la renaissance au grand jour d'une politique de masse après une période de stricte répression durant laquelle bien des structures de mobilisation avaient été sérieusement endommagées. Mais, comme auparavant, il s'avéra plus facile de mobiliser la population pour des manifestations de masse que de l'organiser pour consolider l'action.

Un certain nombre d'organisations de base, comme les associations civiques des banlieues noires se reconstituaient progressivement. Leur orientation était inspirée par le *Mass Democratic Movement* (MDM) - alliance souple dont l'*United Democratic Front* (UDF) et le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) forment le noyau dur à l'intérieur de l'Afrique du Sud - et l'ANC qui, depuis l'étranger fournissait la direction générale. Cette alliance très fluide, dépourvue de structures formelles, avait été créée lorsqu'en février 1988, les mesures de restriction prises à l'encontre de l'UDF et du COSATU leur avaient interdit toute activité politique. L'UDF avait été créé en 1983, l'année où fut promulguée la constitution qui écartait du Parlement la majorité africaine, et pour faire campagne contre cette constitution. Le Front s'était rapidement transformé en un vaste mouvement populaire agissant dans un grand nombre de domaines. Dans les années qui suivirent, l'UDF se comporta de plus en plus ouvertement comme la façade de l'ANC interdit, jusqu'à ce qu'en 1988, sa propre interdiction mette fin à toute activité publique. La campagne de contestation avait une signification symbolique : défiant les mesures restrictives qui s'imposaient à eux, individus et organisations s'auto-amnistièrent" avant que le gouvernement ne retire formellement ces restrictions en février 1990.

Même si l'ANC était toujours officiellement interdit quand Sisulu et ses camarades furent libérés, les manifestations de masse organisées pour les accueillir étaient ouvertement des rassemblements ANC, ses drapeaux

flottant à la tribune
térieur travaillerait en
-ci ne renoncerait pas
cisions, Sisulu et ses
Ahmed Kathadra, le
passionné aux blancs
' du sud aveugle à la
que "les populations
au continent africain
ous leur disons : faites
continent" (12).

le l'ANC, suivie deux
breuses personnalités
s pour trahison, donna
-apartheid. Ayant été
l'UDF se trouvait mal
nnée, à la phase des
nent, nous avons établi
on. Les gens sont plus
que la politique du
s puissants", disait le
sa sortie de prison en
ssité d'une plus grande
'En ce qui concerne la
organes du pouvoir
réaliser pendant cette
esser à marche forcée.
érieux problèmes pour

ructures démantelées et
MDM devait répondre
econde moitié de 1989
embre avec la création
Alexander, secrétaire

général du PAM, critiquait la "tactique incorrecte" de l'ANC, considérant qu'une solution pacifique ne serait possible qu'avec la capitulation du gouvernement: il ne peut y avoir de convergence d'intérêt entre un voleur et sa victime. Ceci est schématiquement traduit par son nouveau cri de bataille "un colon, une balle", par opposition au "un homme - une voix" de l'ANC et de ses alliés. Le PAM adhère à la philosophie africaniste de Robert Sobukwe, président fondateur du *Pan African Congress* (PAC) qui avait rompu avec l'ANC en 1958. Il oppose son aspect nationaliste africain "pur" au multiracialisme des "chartistes", ainsi appelés par référence à la Charte de la Liberté, document de base de l'ANC auquel l'UDF et le COSATU ont aussi souscrit. Le renouveau du courant africaniste dans la vie politique noire remonte à 1986, lorsque le drapeau africaniste fut déployé lors du lancement du *National Council of Trade Unions* (NACTU), principal rival du COSATU. Le soutien à l'africanisme est difficile à apprécier, mais ses dirigeants semblent certains que les sympathisants viendront de plus en plus au fur et à mesure que l'ANC prendra une image de modération. Le cri de ralliement des africanistes *!zwe Lethu* - "La terre est nôtre" - a un potentiel très fort surtout si l'ANC est obligé à trop de compromis lors des négociations.

L'affrontement essentiellement verbal entre "africanistes" et "chartistes" semble mineur en comparaison des affrontements sanglants sur le champ de bataille du Natal, où l'on dénombre plus de 2 500 morts dans les trois dernières années. Pour 1989, le total estimé s'élève à 782 morts, les combats ayant lieu essentiellement dans les banlieues noires de Durban et l'agglomération de Pietermaritzburg. Des négociations pour un retour à la paix réunissant l'UDF, le COSATU et *Inkatha* - mouvement zoulou dirigé par le chef du KwaZulu Mangosuthu Gatsha Buthelezi - échouèrent au milieu de l'année, *Inkatha* quittant la table de négociation. L'Etat, la police sud-africaine et la police du KwaZulu ne peuvent pas jouer un rôle pacificateur, l'UDF et le COSATU les considérant comme des alliés d'*Inkatha*. Les interventions de l'Etat, comme par exemple l'arrestation de membres des délégations UDF aux négociations de paix, n'ont guère contribué au processus de paix. La violence au Natal est souvent présentée comme un conflit idéologico-politique, une lutte pour le pouvoir entre une combinaison des forces de gauche (ANC, UDF, COSATU, la jeunesse) et une coalition entre l'Etat sud-africain, le gouvernement du KwaZulu et *Inkatha* à droite: un conflit opposant

camarades et milices. De nombreux chercheurs indiquent cependant que l'idéologie n'intervient que pour rationaliser un combat pour le contrôle de ressources rares (14). Le chômage dans les banlieues noires atteint en moyenne 33 %, les dispositions sur l'occupation des terres et le logement ajoutent au sentiment général d'insécurité, le tout à l'égout et l'adduction d'eau ne sont pas installés, l'électricité manque souvent, les moyens de transport coûteux et insuffisants rendent plus difficile encore la recherche de solutions de rechange pour gagner quelque argent. Ces infrastructures déjà insuffisantes sont surchargées par un afflux continu de nouveaux migrants, recrutés en général par la faction qui contrôle le quartier. Un grand nombre d'hommes célibataires vivent dans des foyers et la majorité d'entre eux s'identifie fortement à *Inkatha*: on pense généralement qu'ils constituent la colonne vertébrale de ce mouvement car ils n'ont rien à perdre. La violence éclate généralement dans des zones qui, échappant au contrôle des deux groupes sont par conséquent objets de litige. C'est le cas des écoles, lieux privilégiés des affrontements en 1989. Si l'aspect conflit de générations ne peut être nié, la jeunesse qui combat en général sous les couleurs de l'UDF ne se soumet pas à ses structures. On comprend mieux cette apparente irresponsabilité quand on connaît l'action de l'Etat et des milices contraignant à la clandestinité les leaders d'une jeunesse qui a lourdement subi détentions et assassinats. Interdit du fait de l'état d'urgence, l'UDF était lui-même incapable de reprendre le contrôle de cette jeunesse. C'est ainsi que des groupes de combattants, s'affrontant sous la bannière d'organisations rivales, ont compliqué davantage le processus politique en faisant apparaître un problème supplémentaire: que faire d'*Inkatha* et du chef Buthelezi pendant les négociations sur une constitution d'après-apartheid ?

Popo Molefe (UDF) est prêt à considérer Buthelezi comme un acteur effectif mais mineur, dans une assemblée constituante, car son pouvoir est réel quoique régionalement limitée. Mais les *camarades* du Natal qui ont vécu les scènes de carnage ne sont pas prêts à partager ce point de vue. Avant même que la rivalité ANC-*Inkatha* ne dégénère en bataille sanglante, de nombreux membres de l'UDF et de l'ANC refusaient d'accepter que Buthelezi participe à une négociation. Ainsi Francis Meli, membre de l'exécutif national de l'ANC, éditeur de son organe *Sechaba* rejetait sans nuance Buthelezi:

"Des voix disent qu'à la prise du pouvoir, l'ANC devrait

partager [le pouvoir] avec pas spécifique à l'Afrique libération ont été confrontés pour qu'ils soient conciliés oppresseurs. En Afrique partager le pouvoir. Le pouvoir total, le pouvoir du pouvoir avec des racistes racisme. Il est hors de question avec Gatsha Buthelezi, car notre peuple par Inkatha l

Lu de Lusaka

Après ce panorama de la Sud, la citation ci-dessus nous indique quelle mesure l'ANC est-il prêt à transférer ou le partage du pouvoir. Mandela sur la nécessité d'un partage de façon très différente. Mandela a peut-être raison en disant qu'il n'y a eu nullement une déviation par l'ANC. Long de ces dernières vingt-huit heures pour quoi ont combattu les banlieues noires et les soldats de "le fer de lance de Botha" (Le fer de lance de Botha a largement été perçue comme un lien entre le chef de l'ANC et Buthelezi). Les négociations de Lusaka ont d'abord jugé la situation des relations publiques, mais ils ont ouvert de nouvelles perspectives dans le pays et de nouvelles perspectives d'une action semblait s'éloigner. Mais il n'est pas facile, l'année, l'ANC ne parvenait pas à informer les électeurs de se réunir. Si dans le plan d'action du parti, il est difficile de informer les électeurs de se réunir. Si dans le plan d'action du parti, il est difficile de informer les électeurs de se réunir. Si dans le plan d'action du parti, il est difficile de informer les électeurs de se réunir.

partager [le pouvoir] avec Botha et Inkatha. Ce problème n'est pas spécifique à l'Afrique du Sud. Tous les mouvements de libération ont été confrontés au problème des pressions exercées pour qu'ils soient conciliants et partagent le pouvoir avec les oppresseurs. En Afrique du Sud, il est hors de question de partager le pouvoir. Le peuple sud-africain combat pour le pouvoir total, le pouvoir du peuple. Nous ne partagerons pas le pouvoir avec des racistes, parce que nous combattons le racisme. Il est hors de question de le partager avec Botha, ou avec Gatsha Buthelezi, car les nombreux crimes commis contre notre peuple par Inkatha l'excluent" (15).

Lu de Lusaka

Après ce panorama de la politique noire à l'intérieur de l'Afrique du Sud, la citation ci-dessus nous ramène à l'une des questions centrales: dans quelle mesure l'ANC est-il prêt pour négocier? Et négocier sur quoi: le transfert ou le partage du pouvoir? La déclaration faite en prison par Mandela sur la nécessité d'un "dialogue" entre le gouvernement et l'ANC sonne de façon très différente des proclamations sur la prise du pouvoir. Mandela a peut-être raison en disant que cette déclaration "ne constitue nullement une déviation par rapport à la position qu'[il] a prise tout au long de ces dernières vingt-huit années" (16). Mais le "dialogue" n'est pas ce pour quoi ont combattu de nombreux jeunes camarades dans les banlieues noires et les soldats de la faction armée de l'ANC "Umkhonto we Sizwe" (Le fer de lance de la nation). La rencontre de Mandela avec Botha a largement été perçue comme une démarche destinée à enfoncer un coin entre le chef de l'ANC et son mouvement. Les dirigeants de celui-ci à Lusaka ont d'abord jugé la rencontre comme un simple exercice de relations publiques, mais ils ont dû prendre en considération les réalités nouvelles dans le pays et dans le monde. Après la perte des bases en Angola imposée par les marchandages pour l'indépendance de la Namibie, les perspectives d'une action militaire à une échelle significative semblaient s'éloigner. Mais il est évident que durant la première moitié de l'année, l'ANC ne parvenait pas à formuler une stratégie de négociation. Si dans le plan d'action du NP il y avait bien peu de chose qui puisse informer les électeurs de ses intentions, la même constatation peut être faite pour l'organe officiel de l'ANC, *Sechaba*.

Du fait de pressions diverses, l'ANC pouvait se retrouver progressant dans "une voie qui n'est pas nécessairement celle que nous aurions choisie" comme cela fut reconnu dans *Sechaba* (17). L'article traitait de la question de savoir si l'ANC allait persévérer jusqu'à la victoire complète, ou s'il allait être obligé d'accepter un compromis prématuré, "un règlement négocié dont l'effet final serait la réduction de l'apartheid et la constitution d'un gouvernement avec une quelconque forme de partage du pouvoir". A la conduite des négociations au Zimbabwe, où le Front patriotique fut obligé de participer à la Conférence de Lancaster House, ou bien en Namibie, où la SWAPO se vit exclue des négociations, l'auteur oppose l'image à son avis positive de ce qui s'est passé au Vietnam où le mouvement de libération qui a également participé à des négociations était en position d'en contrôler la progression. La leçon, conclut l'auteur, est que les mouvements révolutionnaires peuvent probablement éviter de s'engager contre leur gré à condition d'avoir fait au préalable un travail suffisant de "consolidation des forces victorieuses pendant l'insurrection armée". Ce qui compte alors, c'est "le degré d'organisation de la puissance des classes sociales qui ont un intérêt objectif au succès de cette révolution", étant entendu que la classe ouvrière est présentée comme la seule classe résolument révolutionnaire. Pour cet auteur, les objectifs de l'ANC vont au-delà de la libération nationale: le but ultime est la révolution qui entraînera le transfert du pouvoir d'une classe ou d'une alliance de classes à une autre. L'ANC souhaite entrer dans de "véritables négociations", mais l'articulation des phases de celles-ci, mise en évidence ici, diffère substantiellement de ce que Prétoria envisage. D'abord, est prévue la prise du pouvoir d'Etat et ensuite seulement, "le peuple victorieux" sera à même de convoquer une assemblée constituante populaire qui élaborera une nouvelle constitution pour l'Afrique du Sud. Dans ce contexte, il est bien sûr possible de considérer que des négociations sont "compatibles avec notre stratégie de prise armée du pouvoir" (18).

C'est pour une bonne part le même langage que celui qu'utilise l'allié de l'ANC, le Parti communiste sud-africain (SACP), dans son nouveau programme "Le chemin vers le pouvoir", qui, de la même façon, ne voit pas de contradiction entre une perspective insurrectionnelle et la possibilité d'un transfert de pouvoir négocié. Le programme est ferme dans ses mises en garde contre les manoeuvres des impérialistes qui voient

dans les négociations un révolutionnaire. Ils "espèrent la libération à des négociations appuyer ses revendications fondées sur le terrain" (19). D'après lui, depuis le début des années 80, protégé de la glasnost et de la perestroïka, parmi les amis traditionnels de l'URSS, le SACP reste inébranlable dans sa "fidélité à la socialisme". La décision de tenter de conquérir les derniers bastions de l'orthodoxie marxiste du malaise régnant dans les pays du tiers monde, Joe Slovo a critiqué certaines revendications qui reviendraient presque à abandonner l'équilibre international. Face à ces négociations, il rappelait que le règlement politique (20).

Toutefois, au début de 1985, le SACP dans un document de travail intitulé "Le socialisme a-t-il échoué ?" Il analyse l'effondrement des régimes de socialisme bureaucratique en abandonnant la doctrine de l'impérialisme et se considérer comme le parti révolutionnaire. explique Slovo, la démocratie sociale unique, aussi défend-il désespérément l'Afrique du Sud (21).

Les pressions dans le monde semblaient venir à la fois de la part des Etats de la ligne de front, de la Bretagne et de la Commune de Prague. Les déclarations de Lusaka indiquent que bien que le SACP ne soit pas par le froid pragmatisme des intellectuels universitaires soviétiques, se souvenant du socialisme (22). Viktor Gonscharov, ambassadeur à Moscou, avait conseillé c

pouvait se retrouver
airement celle que nous
Sechaba (17). L'article
it persévérer jusqu'à la
accepter un compromis
al serait la réduction de
it avec une quelconque
te des négociations au
gé de participer à la
bie, où la SWAPO se vit
a sôn avis positive de ce
bération qui a également
contrôler la progression
ments révolutionnaires
re leur gré à condition
onsolidation des forces
ii compte alors, c'est "le
ociales qui ont un intérêt
du que la classe ouvrière
évolutionnaire. Pour cet
libération nationale: le
nsfert du pouvoir d'une
NC souhaite entrer dans
des phases de celles-ci,
it de ce que Prétoria
ivoir d'Etat et ensuite
ne de convoquer une
ie nouvelle constitution
t bien sûr possible de
avec notre stratégie de

de celui qu'utilise l'allié
CP), dans son nouveau
la même façon, ne voit
surrectionnelle et la
programme est ferme
impérialistes qui voient

dans les négociations un moyen de stériliser un changement révolutionnaire. Ils "espèrent y parvenir en poussant le mouvement de libération à des négociations avant qu'il ne soit assez fort pour faire appuyer ses revendications fondamentales par un certain pouvoir exercé sur le terrain" (19). D'après le programme - le premier mis à jour depuis le début des années soixante - le SACP s'est jusqu'à présent protégé de la glasnost et de la perestroïka qui créent tant de confusion parmi les amis traditionnels de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est. Le SACP reste inébranlable dans sa conviction que "la tendance historique principale de notre époque [est] la transition du capitalisme vers le socialisme". La décision de tenir le Congrès du SACP à La Havane, l'un des derniers bastions de l'orthodoxie communiste, est sans doute un signe du malaise régnant dans les cercles du Parti. Le Secrétaire général Joe Slovo a critiqué certaines orientations de la pensée soviétique qui reviendraient presque à abandonner la lutte des classes au nom de l'équilibre international. Face aux pressions diverses pour des négociations, il rappelait que tous les conflits n'étaient pas mûrs pour un règlement politique (20).

Toutefois, au début de 1990, Slovo illustre l'avancée de la glasnost au SACP dans un document de travail d'une sincérité inhabituelle intitulé "Le Socialisme a-t-il échoué ?" Il rend les déviations staliniennes responsables de l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est: socialisme bureaucratique-autoritariste sans démocratie. Tout en abandonnant la doctrine de la dictature du prolétariat, le SACP persiste à se considérer comme le parti d'avant-garde de la classe ouvrière. Mais, explique Slovo, la démocratie socialiste n'implique pas un Etat à parti unique, aussi défend-il désormais le pluralisme politique en Afrique du Sud (21).

Les pressions dans le sens de la modération et du compromis semblaient venir à la fois de l'Union soviétique, de l'Europe de l'Est et des Etats de la ligne de front aussi bien que des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Communauté européenne. Des gens qui se sont rendus à Lusaka indiquent que bien des membres de l'ANC ont été assez choqués par le froid pragmatisme ou l'opportunisme des diplomates et universitaires soviétiques, soulignant la nature progressive du changement social (22). Viktor Gonsharov, expert soviétique de l'Institut africain de Moscou, avait conseillé dès 1987 à l'ANC de se concentrer sur la

libération nationale plutôt que sur le socialisme. Selon son analyse, la transition vers celui-ci serait un processus très graduel, pouvant nécessiter jusqu'à un siècle.

Pendant les années chaudes de la révolte des banlieues noires, alors que l'ANC appelait la population à les rendre ingouvernables et à rendre impraticable l'apartheid, la position officielle était que l'ANC était prête à négocier, mais seulement sur les modalités du transfert du pouvoir. Malgré la rhétorique combative, il semblerait à la mi-1989 que les préoccupations principales de l'ANC à Lusaka puissent se résumer en termes plus pratiques que dogmatiques: éviter un clivage entre ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur, garder la maîtrise du processus, rallier les Etats de la ligne de front et le reste de l'Afrique derrière la position de l'ANC, maintenir la pression en entretenant la mobilisation à l'intérieur de l'Afrique du Sud, entretenir un système de consultations avec ses alliés de l'intérieur et présenter les négociations comme "une continuation du combat par d'autres moyens". En juin, l'ANC rencontra à Lusaka des représentants du COSATU et de l'UDF afin de coordonner la stratégie des négociations puisqu'il semblait que Prétoria pouvait répondre aux préalables posés par l'ANC: leur légalisation et celle d'autres organisations exilées, libération des prisonniers politiques, retrait de la troupe des banlieues noires, levée de l'état d'urgence, fin des procès et des exécutions politiques.

Le compte rendu officiel de cette rencontre, dont le texte intégral fut publié dans de nombreux journaux sud-africains (23) semble alarmiste quant aux *"manoeuvres des impérialistes qui ont quelque soutien auprès de certains de leurs vieux amis. Les impérialistes veulent une société capitaliste réformée pour remplacer le régime actuel d'apartheid. C'est tout à fait différent de ce pour quoi nous avons combattu"*.

En particulier, le MDM - qui comme l'ANC, l'UDF et le COSATU se définissait dans ce document - craignait que Mme Thatcher n'envisage de persuader les autres leaders occidentaux que des négociations pourraient intervenir suivant les étapes fixées par De Klerk. Selon les délégués du MDM, De Klerk complotait un marché négocié avec un forum représentant les dirigeants des bantoustans et "des représentants élus des communautés", tout en excluant l'ANC. Les Etats de la ligne de front écoutèrent avec attention les promesses des occidentaux d'après lesquelles un règlement en Afrique du Sud ouvrirait les portes d'un Plan

Marshall pour l'Afrique australe, Lorsque celui-ci rappela qu'il ne de force, le président angolais E peut-être pas le temps d'y parve donc être de savoir comment le comment il ferait avorter le négociations. *"Nous devons fo renoncer à notre stratégie polit aucune forme de règlement polit*

Les orientations constitutio ne pièce essentielle dans la str. national sur les principes fonda orientations sont extrapolées questions constitutionnelles et n C'est un document avant tout démocratie unitaire, non-fédé économie mixte. Tous les p organisations racistes et fascistes place importante, à concilier prévoient la protection constit en matière économique, les pi marché libre et celle de cont soient pas à l'évidence un c impliquerait une redistributio ont été largement diffusées e l'ANC à préparer des érasante.

Avec les campagnes de e de septembre, le MDM a en sud-africaines, tandis que Organisation de l'Unité afri compte ses préalables pour l' une administration inté constitution. Sa position dev joué l'action du PAC qui mouvements de libération Président du PAC, Zeph M

Marshall pour l'Afrique australe, augmentant ainsi la pression sur l'ANC. Lorsque celui-ci rappela qu'il ne pouvait négocier que dans une position de force, le président angolais Eduardo Dos Santos l'avertit qu'il n'aurait peut-être pas le temps d'y parvenir. La préoccupation centrale semblait donc être de savoir comment le MDM pourrait reprendre l'initiative et comment il ferait avorter les plans visant à exclure l'ANC des négociations. *"Nous devons formuler un projet qui ne nous fait pas renoncer à notre stratégie politique de prise de pouvoir et qui n'écarte aucune forme de règlement politique"*.

Les orientations constitutionnelles de l'ANC, publiées en 1988, sont une pièce essentielle dans la stratégie visant à réaliser un vaste consensus national sur les principes fondamentaux d'une nouvelle constitution. Ces orientations sont extrapolées de la Charte de la liberté traitant des questions constitutionnelles et non des mécanismes d'accession au pouvoir. C'est un document avant tout modéré et pragmatique, privilégiant une démocratie unitaire, non-fédérale et multi-partisane avec un système d'économie mixte. Tous les partis politiques seront autorisés, sauf les organisations racistes et fascistes. La participation populaire occupe une place importante, à concilier avec un Etat central fort. Les orientations prévoient la protection constitutionnelle de l'indépendance des syndicats. En matière économique, les propositions restent vagues quant à la part de marché libre et celle de contrôle étatique. Bien que ces orientations ne soient pas à l'évidence un document socialiste, leur mise en oeuvre impliquerait une redistribution radicale des ressources. Ces orientations ont été largement diffusées et discutées en Afrique du Sud, ce qui a pu aider l'ANC à préparer des négociations serrées plutôt qu'une victoire écrasante.

Avec les campagnes de désobéissance et les oppositions aux élections de septembre, le MDM a entrepris un retour spectaculaire dans les rues sud-africaines, tandis que l'ANC gagnait une stature internationale, l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) réunie à Harare reprenant à son compte ses préalables pour l'ouverture des négociations et ses propositions d'une administration intérimaire chargée de préparer une nouvelle constitution. Sa position devenant la position de toute l'Afrique, l'ANC a déjoué l'action du PAC qui est aussi reconnu par l'OUA comme l'un des mouvements de libération sud-africain. Dans son discours à l'OUA, le Président du PAC, Zeph Mothopeng écarta la question des négociations.

Une part substantielle de la "déclaration d'Harare" a été par la suite adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, encore que la résolution de celle-ci ne retienne pas le mécanisme de négociation proposé par l'ANC à savoir la formation d'un gouvernement intérimaire pour administrer le pays tandis qu'une constitution serait élaborée par une assemblée constituante. Cette proposition a été rejetée par De Klerk. L'élection d'une assemblée constituante suppose un accord préalable sur ce que l'on doit précisément négocier lorsqu'on en vient à esquisser une nouvelle constitution: la forme du droit de vote.

Une alliance toujours plus large

Ayant assuré ses soutiens externes et la coordination avec ses alliés de l'intérieur, l'ANC a entrepris l'élargissement de l'alliance qu'il entend finalement représenter à la table de négociation. D'après Thabo Mbeki, chef du département des affaires étrangères de l'ANC, les orientations constitutionnelles de 1988 n'étaient pas destinées à reprendre la position du seul ANC, mais étaient un essai pour établir un consensus national sur les principes fondateurs d'une nouvelle constitution. Ceux-ci devaient être largement discutés dans différentes assemblées en Afrique du Sud "de manière que lorsque le temps des négociations arrivera, il y ait un large accord national sur quelques éléments de base" (24). Joe Slovo, considère ce "front toujours plus large, incorporant tous les éléments autour d'une plateforme commune" comme l'une des principales réalisations du SACP et de l'ANC (25). L'UDF était déjà une vaste organisation-parapluie abritant une grande variété de mouvements. Le MDM, qui a surgi en 1988, était encore plus large et plus souple, accueillant de nouvelles recrues tels le *Congress of Traditional Leaders of South Africa* (CONTRALESA), les Démocrates afrikaners et l'organisation des activistes homosexuels. Tout cet énorme ensemble d'organisations fut engagé dans la discussion des enjeux des négociations lors de la préparation de la Conférence pour un avenir démocratique, convoquée en décembre à Johannesburg par le MDM et le mouvement Conscience noire (BC). Savoir qui devait être invité à la Conférence conduisait aux questions clés sur la politique d'alliance. Le monde des affaires, le Parti démocratique, les leaders des *homelands* devaient-ils être invités à partager une plateforme avec les mouvements anti-apartheid reconnus ?

Quelques problèmes furent résolus par les représentants des affaires, au DF par le général Bantu Holomisa. *Inkathla*

Avec 5 000 délégués représentant un avenir démocratique, la Conférence pour un avenir démocratique est un rassemblement largement représentatif qui doit présenter un front uni pour les prochaines phases préparatoires, des discussions chartistes entre le mouvement Conscience noire, la Conférence, et les organisations démocratiques qui doivent participer. Du fait de cette prise de position, le syndicat syndical NACTU se retirera au profit d'une tendance Conscience noire même, l'unité entre les deux mouvements est menacée. Les délégués de Conscience noire et ceux du MDM en acceptant un front uni reprenait la déclaration d'Harare, mais les délégués

de Conscience noire sur leur compte le document de recommandation pour de futures négociations. Cette procédure, les délégués de Conscience noire ne pas traiter de manière égale et s'attarder suffisamment sur les intérêts de Conscience noire et de ne pas condamner l'apartheid (26). D'autres part, les affaires réagirent assez vite à l'occupation de la Bourse et à la grande suspicion à l'égard de Conscience noire. De nombreux articles consacrés à la Conférence populaire *Learn and Teach* ont été publiés. Les négociations ont été mises en échec. La conférence conclut que le transfert du pouvoir au peuple

La Conférence pour un avenir démocratique est un rassemblement confus. Mais, malgré son caractère potentiellement, elle offre peut-être

Harare" a été par la suite
 ons Unies, encore que la
 sme de négociation proposé
 ernement intérimaire pour
 on serait élaborée par une
 été rejetée par De Klerk.
 e un accord préalable sur ce
 1 en vient à esquisser une
 e.

ordination avec ses alliés de
 t de l'alliance qu'il entend
 ion. D'après Thabo Mbeki,
 de l'ANC, les orientations
 nées à reprendre la position
 ir un consensus national sur
 tution. Ceux-ci devaient être
 ées en Afrique du Sud "*de
 ns arrivera, il y ait un large
 e*" (24). Joe Slovo, considère
*is les éléments autour d'une
 ipales réalisations du SACP
 aste organisation-parapluie
 . Le MDM, qui a surgi en
 le, accueillant de nouvelles
 Leaders of South Africa
 ners et l'organisation des
 nsemble d'organisations fut
 es négociations lors de la
 démocratique, convoquée en
 mouvement Conscience noire
 Conférence conduisait aux
 monde des affaires, le Parti
 devaient-ils être invités à
 ts anti-apartheid reconnus ?*

Quelques problèmes furent résolus en offrant un statut d'observateur aux
 représentants des affaires, au DP ainsi qu'au leader rebelle du Transkei, le
 général Bantu Holomisa. *Inkatha*, par contre, ne fut pas invité.

Avec 5 000 délégués représentant plus de 2 000 organisations, la
 Conférence pour un avenir démocratique fut incontestablement un
 rassemblement largement représentatif. Toutefois le but principal -
 présenter un front uni pour les négociations - ne fut pas atteint. Dans la
 phase préparatoire, des divisions apparurent dans le camp des non-
 chartistes entre le mouvement Conscience noire, coorganisateur de la
 Conférence, et les organisations "africanistes" qui décidèrent de ne pas
 participer. Du fait de cette prise de position pan-africaniste, la fédération
 syndicale NACTU se retira aussi, encore que huit syndicats de la NACTU
 de tendance Conscience noire participèrent. Durant la Conférence elle-
 même, l'unité entre les deux principaux organisateurs fut sérieusement
 menacée. Les délégués de Conscience noire refusèrent d'être menés par
 ceux du MDM en acceptant une liste de résolutions, dont l'une notamment
 reprenait la déclaration d'Harare. Finalement, la Conférence vota cette
 déclaration, mais les délégués de Conscience noire refusèrent de prendre
 à leur compte le document, ne l'acceptant que comme "une
 recommandation pour de futures discussions". Hormis les questions de
 procédure, les délégués de Conscience noire reprochèrent à la déclaration
 de ne pas traiter de manière appropriée la question foncière, de ne pas
 s'attarder suffisamment sur des questions concernant la classe ouvrière
 noire et de ne pas condamner le capitalisme en même temps que
 l'apartheid (26). D'autres participants avaient d'autres soucis: les hommes
 d'affaires réagirent assez nerveusement à une motion appelant à
 l'occupation de la Bourse de Johannesburg. Un sentiment général de
 grande suspicion à l'égard des intentions du gouvernement ressort dans de
 nombreux articles consacrés à la Conférence, comme dans le magazine
 populaire *Learn and Teach*: "*Le sentiment de la Conférence est que les
 négociations ont été mises à l'ordre du jour non pas par les mouvements
 de libération, mais par les nationalistes et leurs alliés impérialistes*" (27).
 La conférence conclut que les négociations ne pouvaient porter que sur "le
 transfert du pouvoir au peuple".

La Conférence pour un avenir démocratique n'a peut-être été qu'un
 rassemblement confus. Mais présentée comme une "coalition arc-en-ciel"
 potentielle, elle offre peut-être une ouverture sur un avenir non racial.

L'extension constante de l'alliance conduite par l'ANC peut être une stratégie raisonnable de négociation, menant à une situation où il n'y aurait que deux parties: une délégation conduite par le gouvernement qui - s'il le souhaite - pourrait inclure des leaders des *homelands* et les dirigeants des groupes parlementaires métis et indiens; et une délégation conduite par l'ANC, qui pourrait accueillir les autres, des milieux d'affaires aux syndicats, justifiant ainsi son titre de "délégation du peuple". Mais reste ouverte la question vitale de l'ordre économique envisagé dans une Afrique du Sud de l'après-apartheid: un capitalisme indifférent à la couleur ou un socialisme indifférent à la couleur ?

Cependant, le gouvernement s'efforce de mettre ses partenaires devant un fait accompli. Avec une politique de privatisation et de dérégulation amorcée en 1987, il prive l'Etat central actuel d'une part substantielle de ses biens, laissant au futur Etat des pouvoirs considérablement réduits. Comme le disait franchement un stratège du NP dans une interview à une radio américaine: "Nous essayons de faire en sorte qu'aucun gouvernement futur n'ait le pouvoir qui était le nôtre" (28).

Ineke Van Kessel
Afrika-Studiecentrum, Leiden (Pays-Bas)
(juin 1990)

(Traduit de l'anglais par François Constantin)

NOTES

- (1) *Africa Research Bulletin*, 15 mars 1989, p. 9186.
- (2) *Ibid.*, p. 9188.
- (3) *Weekly Mail*, 18-24 août 1989.

- (4) *Sunday Star*, 6 août 1989.
- (5) BETHLEHEM R. Hair Trng
- (6) *Southscan*, vol. 4, n° 25, 2
- (7) ADAM H. et MOODLEY K. *Journal of Modern African S*
- (8) *Ibid.*, p. 368.
- (9) Rapport, 10 décembre 1989
- (10) *Weekly Mail*, 18-24 mai 19
- (11) *Weekly Mail*, 21 décembre
- (12) *Africa Research Bulletin*,
- (13) *Work in Progress*, n° 64,
- (14) Voir STAVROU S. et S *Indicator South Africa*, vol
- (15) MELI F. *South Africa an National Question in Sou* *Zedbooks*, 1988, p. 76.
- (16) *Southscan*, vol. 4, n° 27,
- (17) MZALA. *Negotiations*. ar *Août 1989*, p. 20-26
- (18) *Ibid.*, p. 23
- (9) Programme du *South z* *7e Congrès*, 1989, publié *p. 124.*
- (20) *Southscan*, vol. 4, n° 25,
- (21) *Debating Socialism Work*
- (22) LOUW C F W se vyfj. *Suidafrikaan*, Août 1989,

ar l'ANC peut être une
une situation où il n'y
par le gouvernement qui
des *homelands* et les
indiens; et une délégation
les autres, des milieux
titre de "délégation du
de l'ordre économique
partheid: un capitalisme
ent à la couleur ?

mettre ses partenaires
de privatisation et de
central actuel d'une part
ur Etat des pouvoirs
ement un stratège du NP
us essayons de faire en
pouvoir qui était le

Ineke Van Kessel
trum, Leiden (Pays-Bas)
(juin 1990)

- 4) *Sunday Star*, 6 août 1989.
- 5) BETHLEHEM R. Hair Trigger. *Leadership*, septembre 1989, p. 11.
- 6) *Southscan*, vol. 4, n° 25, 28 juin 1989, p. 188.
- 7) ADAM H. et MOODLEY K. Negotiations about what in South Africa ?
Journal of Modern African Studies, vol. 27, n° 3, 1989, p. 367-381.
- 8) *Ibid.*, p. 368.
- 9) Rapport, 10 décembre 1989.
- 10) *Weekly Mail*, 18-24 mai 1990.
- 11) *Weekly Mail*, 21 décembre-18 janvier 1990.
- 12) *Africa Research Bulletin*, 15 novembre 1989, p. 9461.
- 13) *Work in Progress*, n° 64, janvier 1990, p. 12.
- 14) Voir STAVROU S. et SHONGWE L. Violence on the periphery.
Indicator South Africa, vol. 7, été 1989, n° 1, p. 53-57.
- 15) MELI F. South Africa and the rise of African nationalism. In: *The National Question in South Africa*, VAN DIEPEN M., Ed. London, Zedbooks, 1988, p. 76.
- 16) *Southscan*, vol. 4, n° 27, 12 juillet 1989, p. 204.
- 17) MZALA. Negotiations and People's Power. *Sechaba*, vol. 23, n° 8, Août 1989, p. 20-26.
- 18) *Ibid.*, p. 23.
- 19) Programme du *South African Communist Party*, adopté lors du 7e Congrès, 1989, publié dans *The African Communist*, n° 118, 1989, p. 124.
- 20) *Southscan*, vol. 4, n° 25, Juin 1989, p. 190.
- 21) Debating Socialism. *Work in Progress*, n° 64, janvier 1990, p. 18-22.
- 22) LOUW C. F.W. se vyfjaren-plan: ANC vryf hande in Lusaka. *Die Suidafrikaan*, Août 1989, p. 34-36.

- (23) Cf. *The Sowetan*, 21 juillet 1989.
(24) *Southscan*, vol. 4, n° 27, 12 juillet 1989, p. 205.
(25) *Leadership*, mars 1990, p. 38.
(26) *Weekly Mail*, 15 novembre-2 décembre 1989.
(27) *Learn and Teach*, n° 1, 1990, p. 6.
(28) Vacating the corridors of power. *Work in Progress*, n° 64, janvier 1990 p. 8-11.

LE POISSON NOIR ET L'AMPHORE BLANCHE

*Ecoutez cette histoire
Elle est douce et chaude,
Comme la dernière brise qui finit
Elle vient frôler votre mémoire ce
Ecoutez cette histoire
Et va s'échouer sur les longues vagues
Emportant avec elle les derniers jours
Ecoutez cette histoire
Elle commence tel un conte, finit
Mais demeure un mystère.*

Il était une fois au bord
de lancer sur l'eau des petites pierres
"Nous avons attrapé un poisson
noir". L'un des deux enfants
poisson. Ils étaient là, hypnotisés.
Le poisson se mit à parler, à chanter.
Aussitôt, il glissa entre les doigts
en un vieil homme, borgne, à
danser. "Vous n'avez pas peur
en dansant autour des enfants
prononçait inlassablement ces
Puis, fatigué, épuisé par
De ses mains il dessina une image
que l'on rencontre chez tous
le touche devient blanc".

De cette amphore sortit